

F 1497

C 22

Burundi

**Risque d'avortement
des négociations
d'ARUSHA**

Par Christian SENDEGEYA

CONFERENCE DE PRESSE FAITE LE 4 NOVEMBRE 1998
A BRUXELLES

Par Monsieur Christian SENDEGEYA
*Conseiller Diplomatique du Coordinateur Général
du CNDD - FDD*

RISQUES D'AVORTEMENT DES NEGOCIATIONS D'ARUSHA

Mesdames et Messieurs les journalistes,

Le peuple Burundais dans presque sa totalité aspire aujourd'hui à la paix. Hormis la frange ultra extrémiste de l'UPRONA dirigée par un certain Charles MUKASI et le parti RADES, tous les partis politiques agréés et non encore agréés au Burundi, évoluant à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, ont répondu unanimement au rendez-vous d'Arusha pour trouver ensemble des solutions à la crise Burundaise.

Une délégation des mères Burundaises - une quinzaine de femmes de toutes origines ethniques et politiques - était venue se joindre au dernier round des négociations d'Arusha pour implorer toutes les parties en conflit à se mettre autour d'une même table et mettre fin à la guerre. Cette volonté de mettre fin à la guerre est donc communément partagée par la quasi totalité des Burundais. C'est pourquoi, les préalables aux négociations qui étaient jadis posés ne sont plus ou pas évoqués avec la même fermeté.

***POURQUOI DONC DES RISQUES D'AVORTEMENT
DES NEGOCIATIONS D'ARUSHA ?***

Nous nous trouvons dans une situation bizarre où ceux qui prétendent jouer au facilitateur dans le conflit burundais sont eux-mêmes qui torpillent le processus de paix souhaité par la quasi totalité des burundais. Par des agendas à peine cachés, le facilitateur désigné, en l'occurrence le Président Mwalimu Julius NYERERE, et certains chefs de la région cherchent contre tout bon sens à écarter des négociations l'opposition armée, c'est à dire le CNDD-FDD.

Comme tout le monde s'en souvient, un accord de suspension des hostilités a été signé le 20 juin à Arusha par ceux qui étaient invités au deuxième round des négociations. La suspension des hostilités n'a pas vu le jour car le CNDD-FDD

n'avait pas été invité et partant, ne se sentait pas lié par des accords qui s'étaient conclus sans lui.

Pour cette raison, la plupart des participants au dernier round des négociations qui a eu lieu du 12 au 22 octobre 1998 et parmi lesquels les plus importants dans le conflit burundais à savoir : les représentants de l'armée gouvernementale, les représentants du parti UPRONA et les représentants du Gouvernement et du Parlement pour ne citer que ceux-là, ont clairement fait comprendre au facilitateur qu'il leur faisait perdre du temps et qu'ils continueraient à tourner en rond si le CNDD-FDD n'est pas invité aux négociations. Comme notre délégation se trouvait à Arusha pour suivre tout au moins dans les coulisses ce qui se disait dans ces négociations mais aussi pour faire savoir notre position aux participants et aux représentants de la communauté internationale présents à Arusha face au refus du facilitateur à nous inviter, tout ce monde a exigé que nous soyons directement associés aux négociations.

En guise de réponse, le facilitateur NYERERE a envoyé son porte-parole, le Général MBITA, pour dire ceci à notre délégation : *"Vous dites que vous ne reconnaîtrez jamais des accords auxquels vous n'aurez pas été associés et par là vous voulez nous forcer à vous reconnaître ; eh bien nous ne reconnâtrons jamais le CNDD-FDD. Vous avez assez d'ennemis, nous vous conseillons seulement de ne pas vous en créer davantage"*.

Le message était donc clair et n'avait rien de surprenant pour nous, mais le CNDD-FDD n'entend pas se laisser intimider ni abdiquer devant ses responsabilités nationales.

Le CNDD-FDD a toujours préconisé dès sa naissance en 1994 une solution politique négociée et affirmé à maintes reprises qu'il a été contraint à prendre les armes pour obliger l'armée en rébellion contre la démocratie à accepter les négociations. Cet objectif semble atteint, à tel enseigne que les représentants du Gouvernement et de son armée ont exigé à Arusha notre présence aux négociations. Pour rester dans sa ligne, le CNDD-FDD a répondu positivement en se rendant chaque fois à Arusha même s'il n'est jamais invité. Les deux belligérants ont donc clairement manifesté leur commune volonté de se parler face à face pour mettre fin à la guerre.

De quel droit donc Monsieur NYERERE cherche-t-il à leur mettre les bâtons dans les roues et les empêcher de négocier, et ainsi pérenniser la situation de guerre? Nous devons rester vigilants pour que les négociations inter-burundaises d'Arusha ne finissent pas en catastrophe à l'instar de celles du Rwanda au même endroit.

Face à cet état de choses, le CNDD-FDD a pris les résolutions suivantes qu'il entend porter à la connaissance de l'opinion tant nationale qu'internationale .

1° Le CNDD-FDD n'accepte pas et n'acceptera jamais les ingérences de Monsieur NYERERE ou de toute autre personne extérieure dans sa gestion. Le congrès national du CNDD-FDD qui vient de tenir ses assises au Burundi même du 26 juin au 10 juillet 1998 a désigné ses dirigeants, il n'appartient donc pas à NYERERE de se substituer au congrès pour nous désigner d'autres dirigeants. Et par ailleurs, c'est en usant de sa souveraineté que le congrès national a mis en place de nouvelles structures et de nouvelles règles de fonctionnement qui remplacent les anciennes.

2° Le CNDD-FDD exige, comme il l'a toujours exprimé depuis 1995, la neutralité absolue du ou des facilitateurs dans le conflit burundais. Or, c'est de façon flagrante que le facilitateur NYERERE et certains chefs de la région manifestent leur parti pris pour telle ou telle formation politique et contre telle ou telle autre. Ce n'est plus un secret de Polichinelle qu'ils cherchent à placer à la tête du Burundi un pouvoir à leur dévotion et des hommes de leur choix au mépris de la volonté du peuple ; ce qui revient à pérenniser la guerre car c'est pour la restauration de la démocratie que nous avons pris les armes. Si ces attitudes ne changent pas, notamment si le CNDD-FDD n'est pas invité aux négociations de paix, celui-ci récusera automatiquement et définitivement Mwalimu Julius NYERERE comme facilitateur.

3° Dans le même ordre d'idées, le CNDD-FDD estime qu'en matière de règlement pacifique des conflits le Burundi n'a pas de leçons à recevoir de certains pays de la région. C'est pourquoi il demande que l'ONU et l'OUA, qui jusqu'ici jouent un rôle d'observateurs, quittent ce rôle pour jouer un rôle direct et de premier plan dans le dossier burundais. En d'autres mots, que quand bien même le facilitateur actuel serait maintenu, qu'il travaille sous la supervision directe de l'ONU et de l'OUA.

4° Le CNDD-FDD ne se sentant pas engagé par tout ce qui a été fait jusqu'ici à Arusha, exigera, quand il sera invité, de reprendre tout dès le départ.

5° Le CNDD-FDD estime qu'en priorité les négociations doivent traiter de la question de sécurité qui englobe tout le processus allant de la suspension des hostilités jusqu'à la cessation définitive du conflit armé en passant par la

formation d'une nouvelle armée nationale, d'une nouvelle gendarmerie et d'une nouvelle police nationales par la fusion des forces armées en présence et de la réforme de l'administration et de la magistrature par l'intégration-fusion de celles qui relèvent du Gouvernement en place au Burundi et de celles qui relèvent du CNDD-FDD.

Une fois cette question de sécurité réglée, tous les autres points de l'agenda des négociations seront traités au Burundi avec bien entendu l'aide du ou des facilitateurs en vue d'associer tous les burundais, de la commune jusqu'à la capitale au débat sur l'avenir et la gestion de leur pays. Le CNDD-FDD n'accepte pas que ces négociations de paix soient une affaire exclusive des partis politiques dont certains n'y voient qu'un partage du pouvoir au détriment de l'intérêt général du peuple entier.

QUESTION DE LA REGION DES GRANDS- LACS

Mesdames, Messieurs les journalistes,

Il serait illusoire de croire que le Burundi pourrait devenir un havre de paix dans une région des Grands-Lacs douloureusement affectée par des conflits politico-ethniques que l'on rencontre aussi en Uganda et au Rwanda et surtout par la guerre en RDC que certains observateurs et analystes politiques avisés n'hésitent pas de qualifier déjà de première guerre mondiale d'Afrique.

C'est pourquoi le CNDD-FDD soutient et appelle tous les pays du monde à soutenir l'initiative de la France pour une conférence internationale sur la région des Grands-Lacs pour mettre fin aux guerres civiles qui déchirent chacun des pays de la région et pour définir un véritable traité de paix entre les pays de la région eux-mêmes, qui mettrait fin aux alliances belliqueuses et aux ambitions hégémoniques de certains. Ceci s'avère extrêmement urgent pour éviter à l'Afrique les drames que de petits Hitler africains pourraient lui causer à l'instar de ceux que Hitler l'allemand a causés au monde et spécialement à l'Europe il y a 53 ans. Nous croyons franchement que les dirigeants de ce monde ne sont pas si amnésiques pour oublier si vite l'horreur de ces drames et qu'ils en restent suffisamment conscients pour les épargner aux autres.

